



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

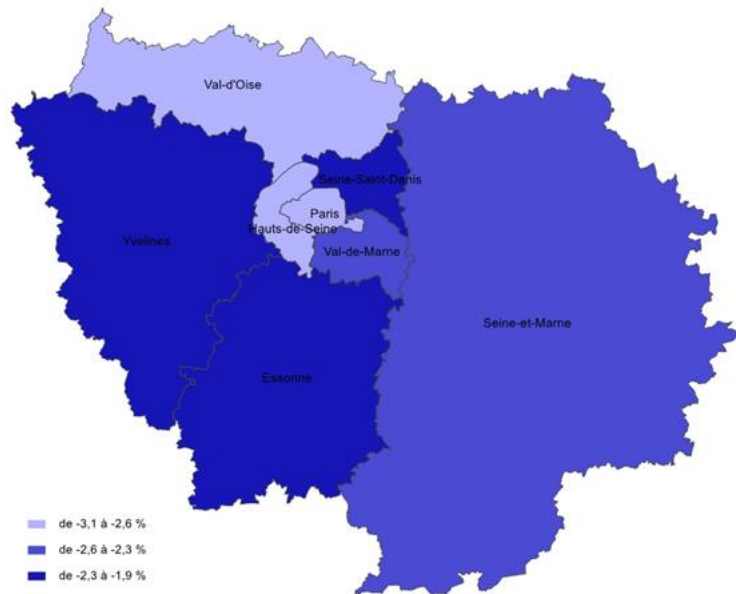
Direction régionale et interdépartementale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités

**SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION**

# **DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (en %, données CVS-CJO)



## 1<sup>er</sup> trimestre 2022

- En Île-de-France, au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi reste en recul par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 en catégorie A (-4,6 %) et en catégories A, B, C (-2,4 %).
- Le taux de chômage diminue nettement au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, à 7,2 % de la population active.
- L'emploi salarié augmente légèrement au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (+0,1 %).
- La baisse de l'activité partielle se poursuit au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2022.
- Le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise à jour des coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables pour l'année 2022 a révisé légèrement l'historique de certaines séries statistiques.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de Pôle emploi, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- La prochaine publication sera disponible en septembre 2022 et portera sur le deuxième trimestre 2022. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : [idf.statistiques@drieets.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@drieets.gouv.fr)

## Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

## Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 14 : Le taux de chômage

## Emploi

Page 15 : Les offres d'emploi collectées\* par Pôle emploi

Page 16 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 17 : L'activité intérimaire

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

## Tensions sur le marché du travail

Page 21 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 22 : Les tensions selon les métiers

## Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

## Synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 972 910 en moyenne au premier trimestre 2022. Parmi eux, 632 310 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Ces nombres sont moins élevés qu'au quatrième trimestre 2019, à la veille de la crise sanitaire.

Le recul de la demande d'emploi en catégorie A se prolonge : -4,6 % sur le trimestre, soit -15,4 % sur un an et -3,6 % par rapport au quatrième trimestre 2019.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement (-2,4 % sur le trimestre et -8,0 % sur un an), en particulier pour les demandeurs de moins de 25 ans (-4,1 % sur le trimestre et -15,5 % sur un an).

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse en catégories A, B, C, sur le trimestre comme sur l'année, sont ceux du commerce.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée reste orienté à la baisse au premier trimestre 2022 (-4,9 %, soit -11,0 % sur l'année), après une progression continue du premier trimestre 2020 au deuxième trimestre 2021.

Le taux de chômage au sens du BIT diminue très nettement au quatrième trimestre 2021, à 7,2 % de la population active, comme en France métropolitaine.

### Emploi

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmente de nouveau au premier trimestre 2022 (+5,3 % pour l'ensemble des offres et +10,1 % pour les offres durables).

Au quatrième trimestre 2021, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est d'environ 2,1 millions en Île-de-France, soit 52,3 % de plus qu'au quatrième trimestre 2020.

L'emploi intérimaire est toujours en hausse au quatrième trimestre 2021 (+4,6 %, après +5,4 %) et se rapproche de son niveau d'avant-crise.

Au quatrième trimestre 2021, l'emploi salarié se stabilise (+0,1 %) sous l'effet du ralentissement de l'activité dans les services marchands, hors intérim.

Au quatrième trimestre 2021, 1 870 200 contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit +5,0 % de plus qu'au trimestre précédent.

### Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 56 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au premier trimestre 2022. C'est plus qu'au trimestre précédent (51) et qu'au premier trimestre 2021 (37).

### Accompagnement des mutations économiques

Au premier trimestre 2022, environ 25 400 autorisations d'activité partielle ont été accordées. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 230 millions.

Au premier trimestre 2022, 29 plans de sauvegarde de l'emploi et 18 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 2 800 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région.

### Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

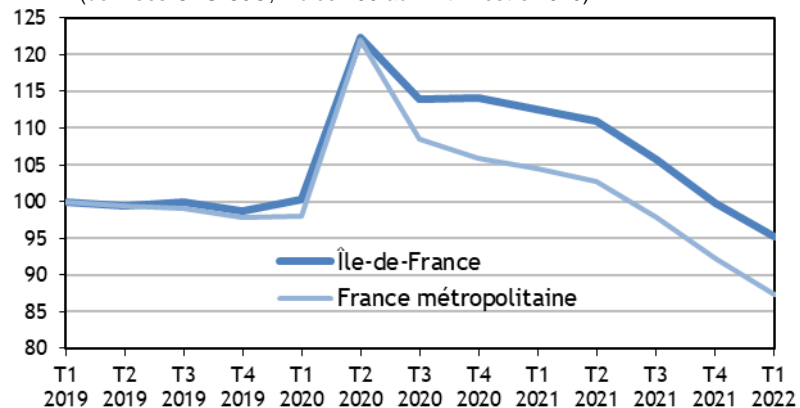
Le recul du nombre de demandeurs d'emploi franciliens reste important au premier trimestre 2022 : -4,6 % en catégorie A et -2,4 % en catégories A, B, C. L'évolution est plus favorable en France métropolitaine (-5,3 % en catégorie A et -2,8 % en catégories A, B, C).

Sur un an, la baisse atteint 15,4 % en catégorie A (-22,2 % depuis le deuxième trimestre 2020) et 8,0 % en catégories A, B, C (-8,4 % depuis le quatrième trimestre 2020).

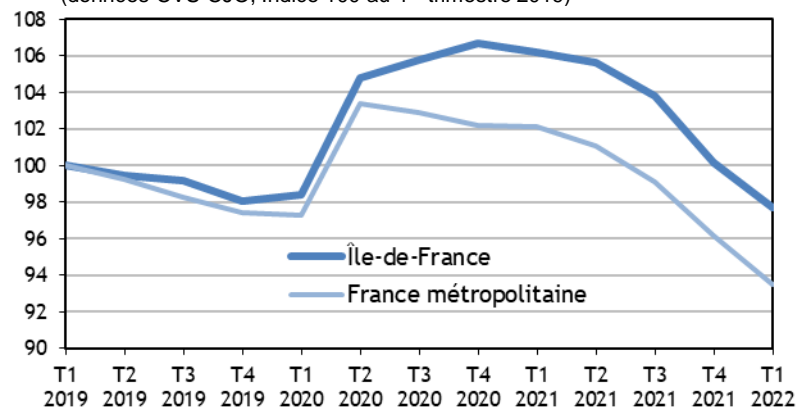
En hausse de 74,9 % entre le premier trimestre 2020 et le troisième trimestre 2021, puis en baisse de 8,6 % sur les deux derniers trimestres, le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), demeure à un niveau très élevé (62 310).

1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Île-de-France	France métró.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métró.	Île-de-France	France métró.
<b>Catégorie A</b> (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	<b>632 310</b>	2 962 830	-4,6	-5,3	-15,4	-16,5
<b>Catégories A, B, C</b> (actes positifs de recherche d'emploi)	<b>972 910</b>	5 244 230	-2,4	-2,8	-8,0	-8,4

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2019)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C (données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2019)



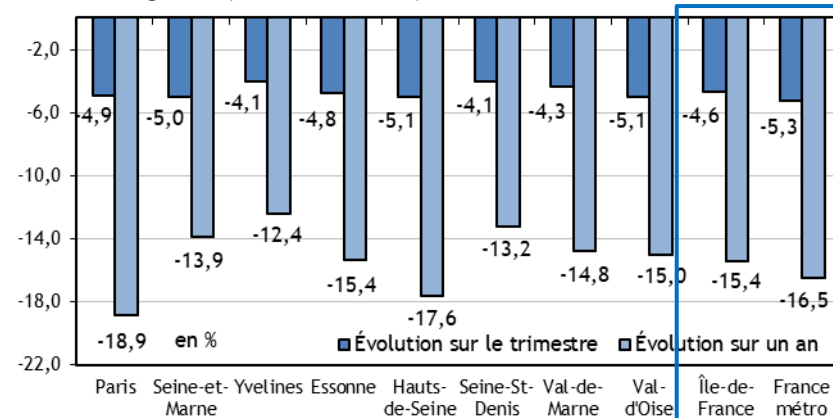
### Les demandeurs d'emploi par département au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région. En catégorie A, les évolutions varient de -5,1 % dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-d'Oise à -4,1 % dans les Yvelines et en Seine-Saint-Denis. En catégories A, B, C, elles varient de -3,1 % dans les Hauts-de-Seine à -1,9 % dans les Yvelines.

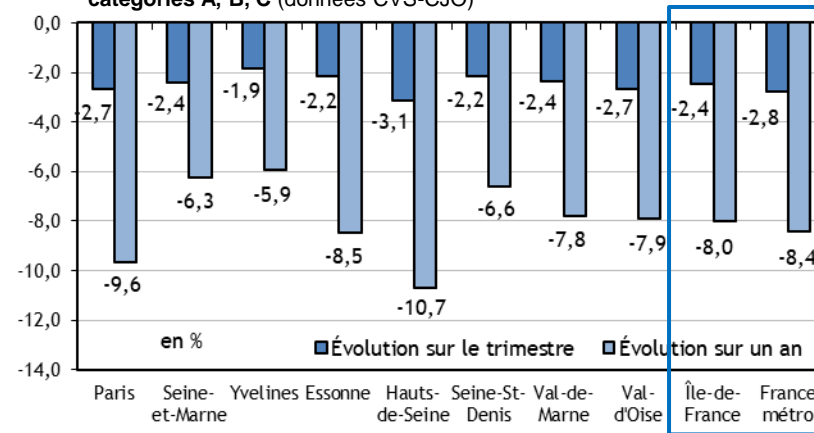
Sur un an, Paris et les Hauts-de-Seine se détachent assez nettement avec des baisses plus fortes qu'au niveau national (respectivement -18,9 % et -17,6 % en catégorie A, et -9,6 % et -10,7 % en catégories A, B, C).

Données CVS-CJO 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	117 120	-4,9	-18,9	190 550	-2,7	-9,6
Seine-et-Marne	65 940	-5,0	-13,9	104 390	-2,4	-6,3
Yvelines	64 090	-4,1	-12,4	98 930	-1,9	-5,9
Essonne	55 900	-4,8	-15,4	88 370	-2,2	-8,5
Hauts-de-Seine	74 980	-5,1	-17,6	112 700	-3,1	-10,7
Seine-St-Denis	114 710	-4,1	-13,2	168 890	-2,2	-6,6
Val-de-Marne	71 520	-4,3	-14,8	107 000	-2,4	-7,8
Val-d'Oise	68 040	-5,1	-15,0	102 070	-2,7	-7,9
<b>Île-de-France</b>	<b>632 310</b>	<b>-4,6</b>	<b>-15,4</b>	<b>972 910</b>	<b>-2,4</b>	<b>-8,0</b>
<b>France métro.</b>	<b>2 962 830</b>	<b>-5,3</b>	<b>-16,5</b>	<b>5 244 230</b>	<b>-2,8</b>	<b>-8,4</b>

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)

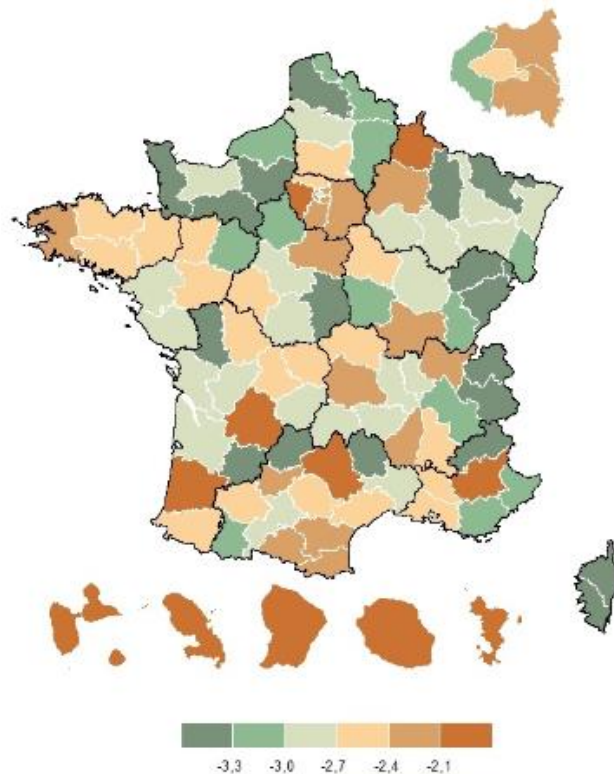


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



## Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (en %, données CVS-CJO)





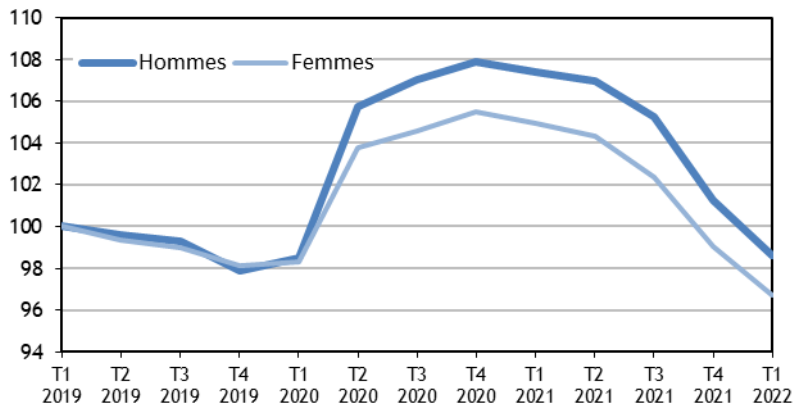
### Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (catégories A, B, C)

La diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est un peu plus prononcée pour les hommes que pour les femmes sur le trimestre (-2,6 % contre -2,3 %) et sur un an (-8,2 % contre -7,8 %).

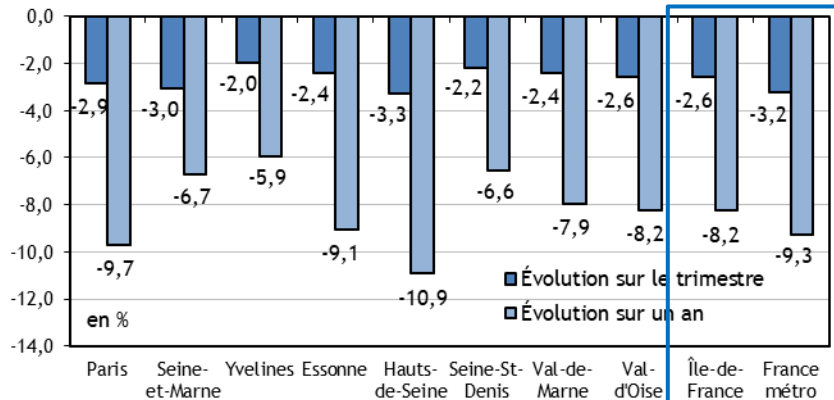
L'écart d'évolution est plus élevé en France métropolitaine : 0,8 point sur le trimestre et 1,6 point sur un an.

Au sein de la région, sur un an, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis sont les seuls départements où la demande d'emploi recule au même rythme pour les hommes et pour les femmes.

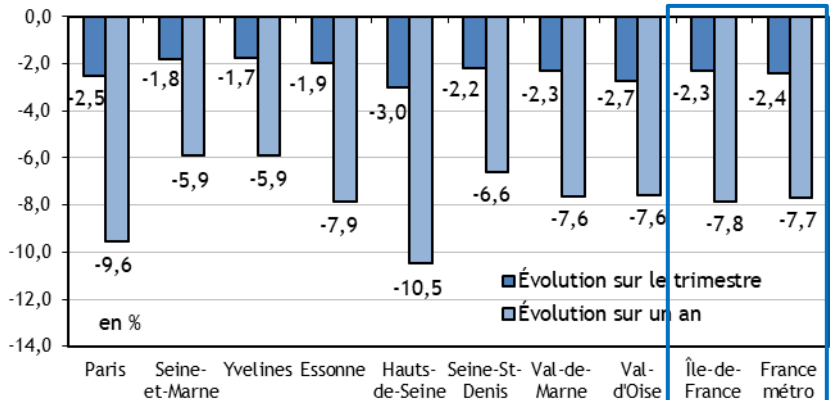
### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trim. 2019)



### Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



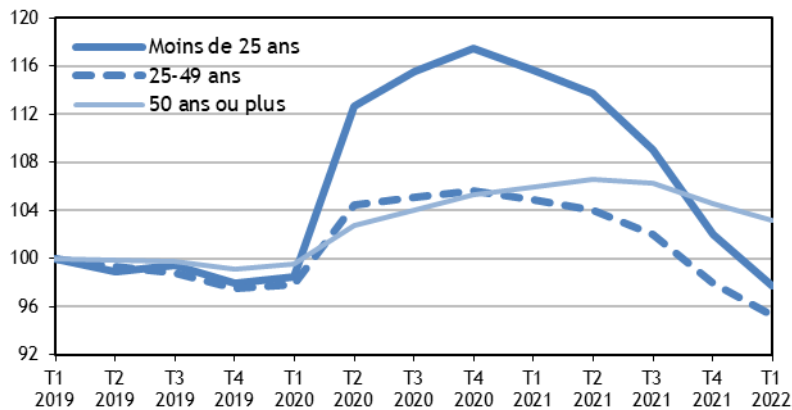
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (catégories A, B, C)

Si la baisse du nombre de demandeurs d'emploi concerne toutes les tranches d'âge, les moins de 25 ans bénéficient du recul le plus prononcé : -4,1 % sur le trimestre et -15,5 % sur un an en catégories A, B, C.

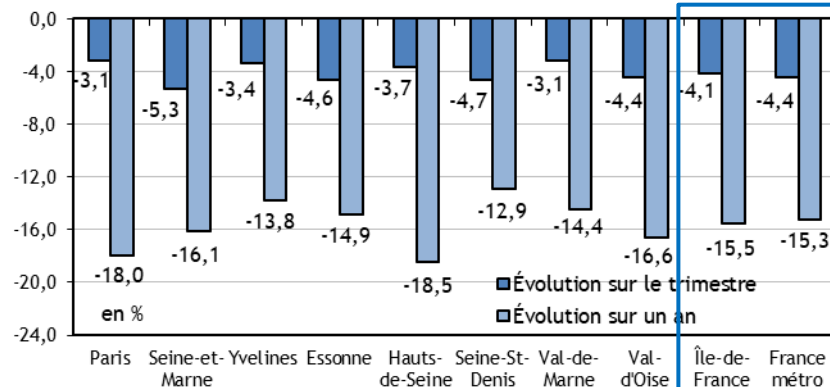
Les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus enregistrent une diminution plus modérée : -1,3 % sur le trimestre et -2,6 % sur un an. Depuis 2010, l'évolution de la demande d'emploi est, en réalité, très défavorable aux séniors. Leur part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi est passée de 17,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 à 28,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 en catégories A, B, C.

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

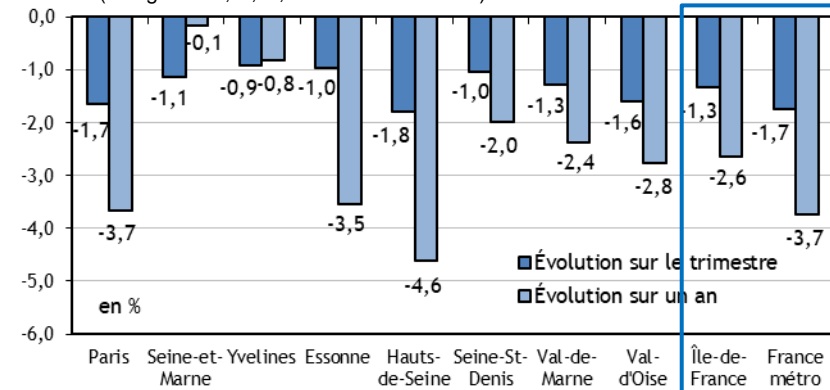
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trim. 2019)



### Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Évolution du nombre de séniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (catégories A, B, C)

Au premier trimestre 2022, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue dans l'ensemble des domaines professionnels.

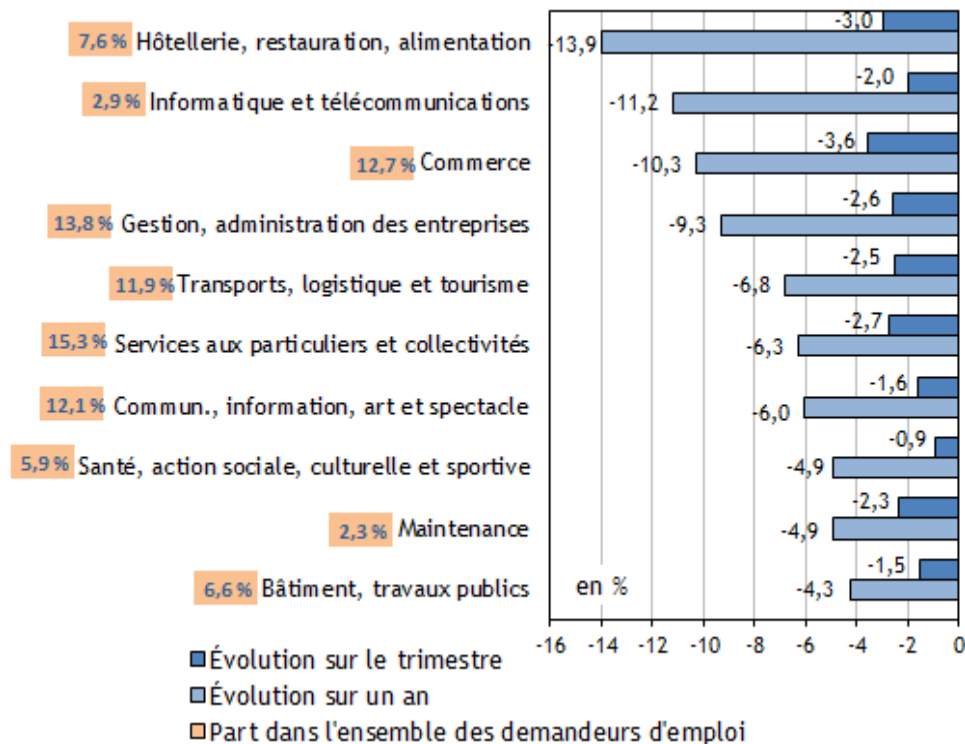
C'est particulièrement le cas pour les métiers de l'hôtellerie, restauration, alimentation, dont la demande recule de 3,0 % par rapport au quatrième trimestre 2021 et de 13,9 % par rapport au premier trimestre 2021. Ces métiers sont recherchés par 7,6 % des demandeurs d'emploi.

Les métiers du commerce, qui regroupent 12,7 % des demandeurs, sont ceux qui contribuent le plus à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur le trimestre (-4 610, soit -3,6 %), comme sur un an (-14 160, soit -10,3 %).

Les recherches d'emploi dans les métiers de l'informatique et télécommunications diminuent également très nettement sur un an (-11,2 %, soit -3 590) mais ne concernent que 2,9 % des demandeurs au premier trimestre 2022.

Enfin, les métiers des services aux particuliers et collectivités (agents d'entretien, assistantes maternelles, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...) sont les plus recherchés par les demandeurs d'emploi (15,3 %).

### Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,6 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre recule de 3,0 % sur le trimestre et de 13,9 % sur l'année.

### Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus reste orienté à la baisse au premier trimestre 2022 (-4,9 %, soit -11,3 % depuis le deuxième trimestre 2021 contre -3,8 % pour les inscrits depuis moins d'un an). Ces demandeurs représentent près de la moitié des demandeurs d'emploi en Île-de-France (48,1 %).

Au quatrième trimestre 2021, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 323 jours à Pôle emploi. C'est 9 jours de plus qu'au troisième trimestre 2021\*.

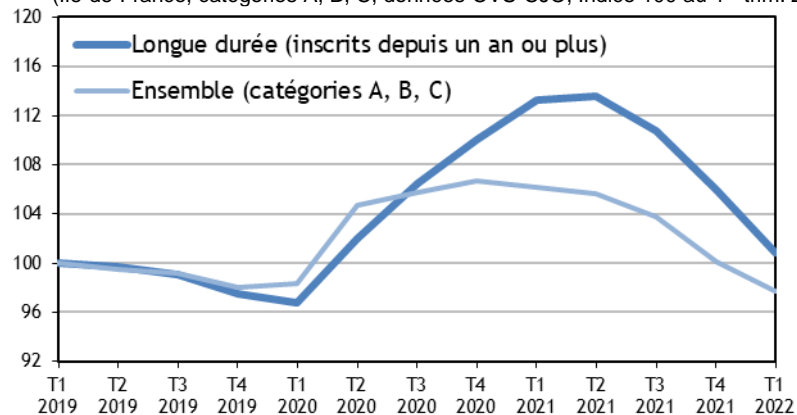
En baisse de 0,5 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France s'établit à 13,8 % au premier trimestre 2022. Elle varie de 11,1 % en Essonne à 16,7 % en Seine-Saint-Denis.

\* « Durée de chômage (4<sup>e</sup> trimestre 2021) », Statistiques et indicateurs, mars 2022, Pôle emploi.

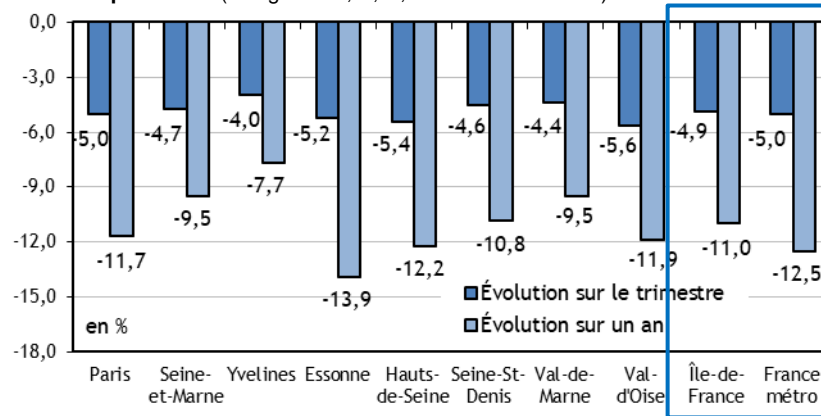
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
1 <sup>er</sup> trim. 2022	13,2	13,6	12,7	11,1	14,4	16,7	13,3	13,2	13,8	13,6
1 <sup>er</sup> trim. 2021	13,7	13,7	13,1	11,5	15,0	17,3	13,9	14,0	14,3	14,3

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trim. 2019)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

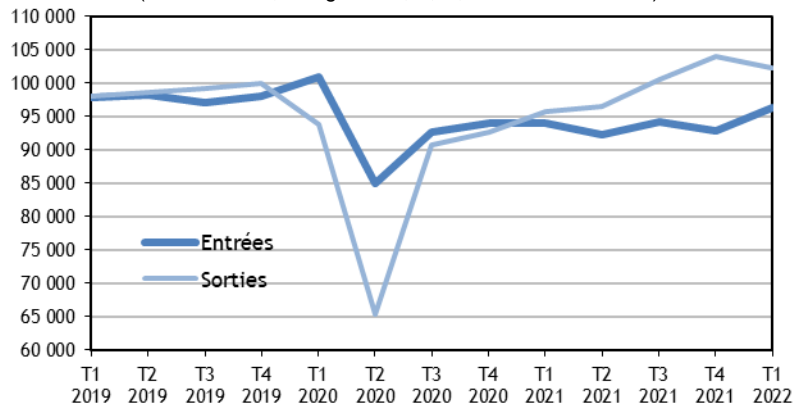


### Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

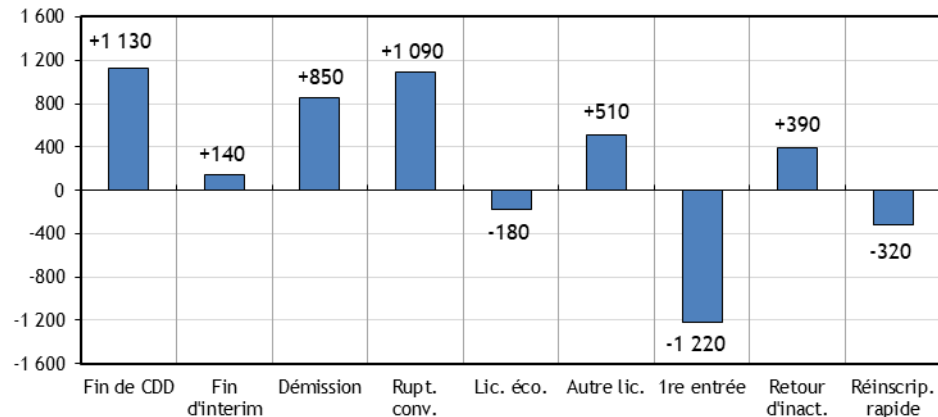
Entre le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, la diminution du nombre d'inscrits en catégories A, B, C intervient dans un contexte de hausse des entrées (+3,7 %, soit +3 390) et de baisse des sorties de Pôle emploi (-1,7 %, soit -1 740). Ainsi, bien qu'en augmentation, les entrées restent inférieures aux sorties.

Le grand nombre de motifs indéterminés rend délicate l'interprétation des motifs d'entrée et de sortie. Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+2,4 %) s'explique, notamment, par la progression des inscriptions pour fin de contrat, pour rupture conventionnelle et pour démission. Parallèlement, la hausse du nombre de sorties (+6,7 %) est surtout liée aux cessations d'inscription pour défaut d'actualisation.

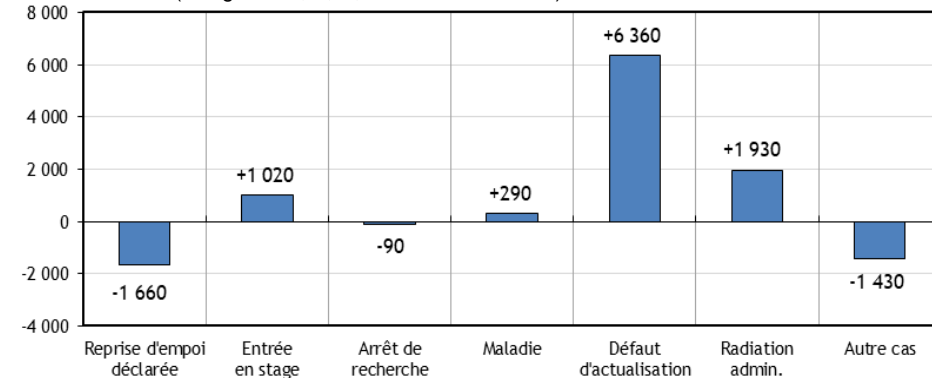
**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



**Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs**  
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



**Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs**  
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



## Le taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

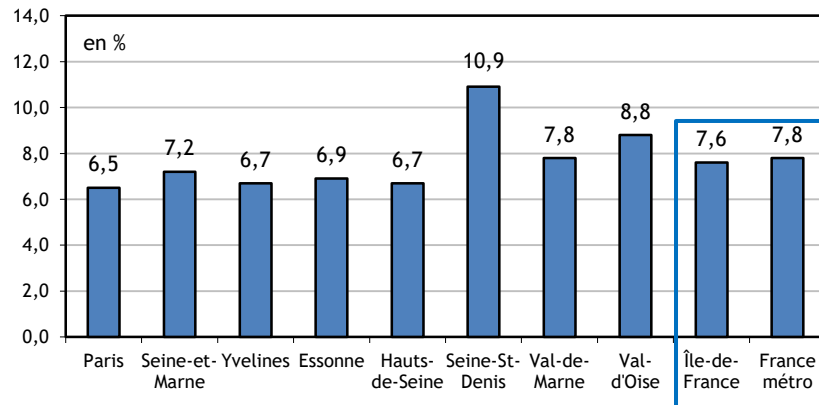
Au quatrième trimestre 2021, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) diminue sensiblement (-0,5 point sur le trimestre et sur un an), après avoir été quasi-stable pendant trois trimestres consécutifs.

Il atteint ainsi 7,2 % de la population active (Insee), son niveau d'avant-crise, le plus bas depuis 2009, hormis la baisse ponctuelle en « trompe-l'œil » du printemps 2020, liée à la crise sanitaire.

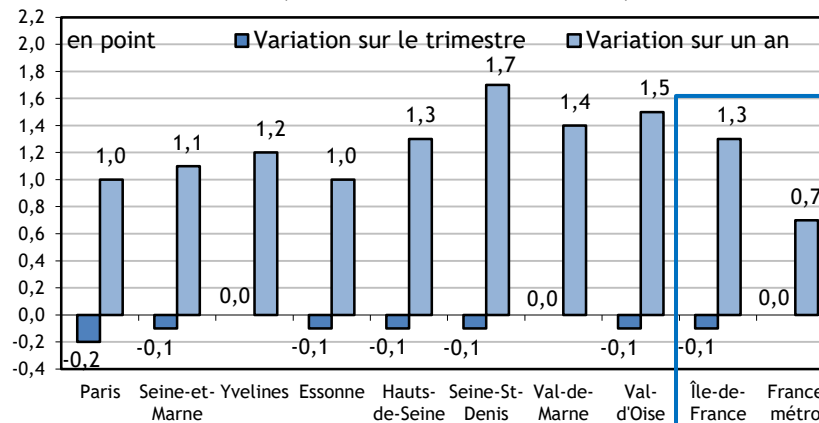
Le taux de chômage francilien ayant légèrement plus diminué (-0,6 point), celui-ci est dorénavant égal à celui de France métropolitaine (7,2 %). Il lui était supérieur depuis le premier trimestre 2005.

Le taux de chômage baisse dans l'ensemble des départements, de 0,3 point (Yvelines) à 0,6 point (Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise et Val-de-Marne). Les taux de chômage les plus hauts se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,5 %), dans le Val-d'Oise (8,4 %) et le Val-de-Marne (7,3 %). Les plus faibles se trouvent à Paris (6,0 %), dans les Hauts-de-Seine (6,2 %) et dans les Yvelines (6,5 %).

Taux de chômage localisé au 4<sup>e</sup> trimestre 2021  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2021 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (données CVS-CJO semi-définitives)



## Les offres d'emploi collectées\* par Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au premier trimestre 2022, 52 200 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 38 320 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

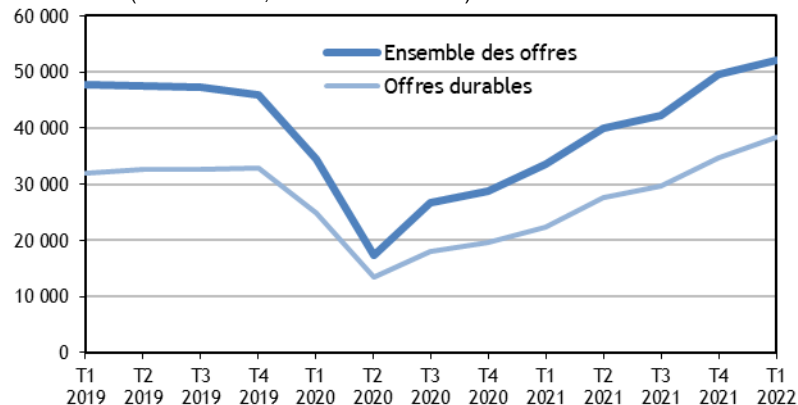
La croissance des offres d'emploi ralentit sur le trimestre : +5,3 % pour l'ensemble des offres et +10,1 % pour les offres durables (contre respectivement +17,5 % et +17,3 % au trimestre précédent).

Ainsi, après avoir perdu 28 550 entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020, le nombre d'offres d'emploi a progressé de 34 770 depuis.

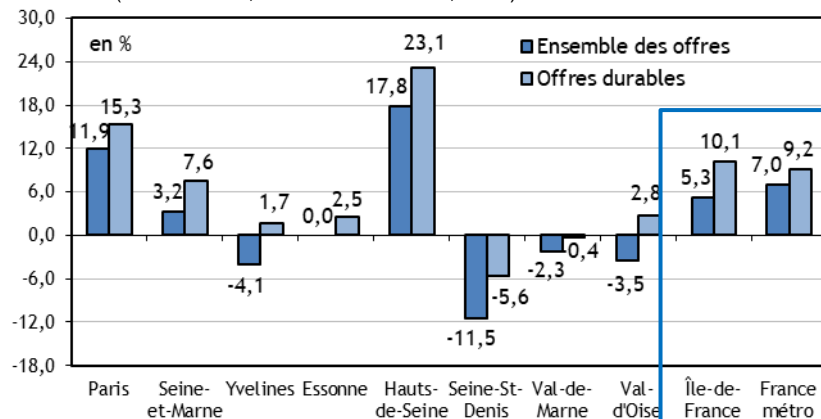
Au sein de la région, les Hauts-de-Seine sont le département qui enregistre la plus forte hausse du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre (+17,8 %). Le nombre d'offres diminue en revanche en Seine-Saint-Denis (-11,5 %), dans les Yvelines (-4,1 %), dans le Val-d'Oise (-3,5 %) et dans le Val-de-Marne (-2,3 %).

\* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées  
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

Près de 2 075 400 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2021 en Île-de-France, dont 479 800 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

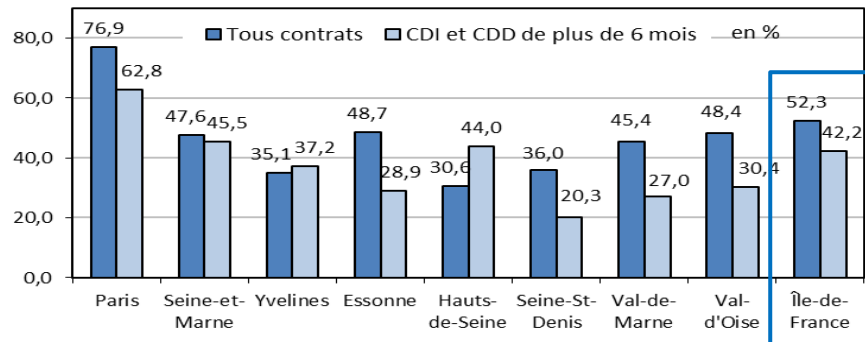
Au quatrième trimestre 2021, le nombre de DPAE augmente nettement en Île-de-France par rapport au même trimestre 2020 : +52,3 % pour l'ensemble des contrats et +42,2 % pour les contrats durables. Le nombre d'intentions d'embauches retrouve ainsi le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

Au sein de la région, Paris affiche les plus fortes hausses sur la période (+76,9 % pour l'ensemble des contrats et +62,8 % pour les contrats durables). Les Hauts-de-Seine enregistrent la plus faible progression des huit départements (+30,6 % tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent plus fortement dans le commerce (+51,5 %) et les services (+49,2 %), que dans l'industrie (+31,6 %). Elles stagnent dans la construction (+0,7 %).

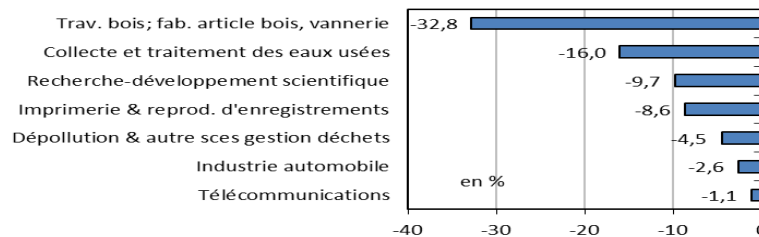
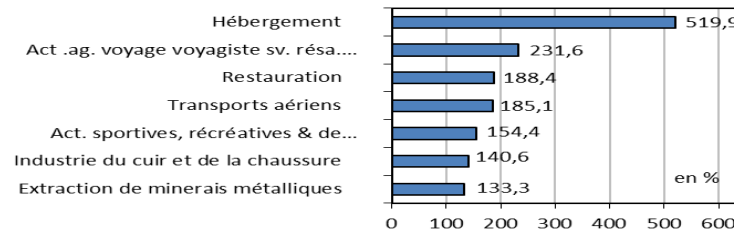
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (hébergement, activités d'agence de voyage, restauration, transports aériens,) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (travail du bois et fabrication d'articles en bois, collecte et traitement des eaux usées, recherche-développement scientifique).

## Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2021 / T4 2020)



## Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus fortes diminutions (T4 2021 / T4 2020)





## L'activité intérimaire au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

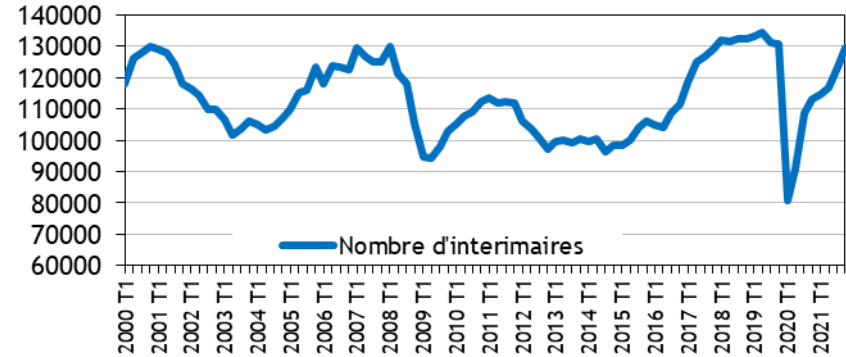
Le nombre d'intérimaires en Île-de-France croît de nouveau nettement sur le 4<sup>e</sup> trimestre : +4,9 % (+6100 intérimaires), après 5,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre. L'emploi intérimaire est proche de son niveau d'avant-crise : fin décembre 2021, le nombre d'intérimaires correspond à 98,8 % de son niveau de fin décembre 2019. En France métropolitaine, ce niveau a été dépassé (106,1 %) et la croissance est légèrement plus importante ce trimestre (+5,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie accélère : +4,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre (+900), après +2,8 %. Cette croissance est principalement due à la *Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure* (+200), à la *Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* (+200), à la *Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques* (+200) et à la *Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné* (+100).

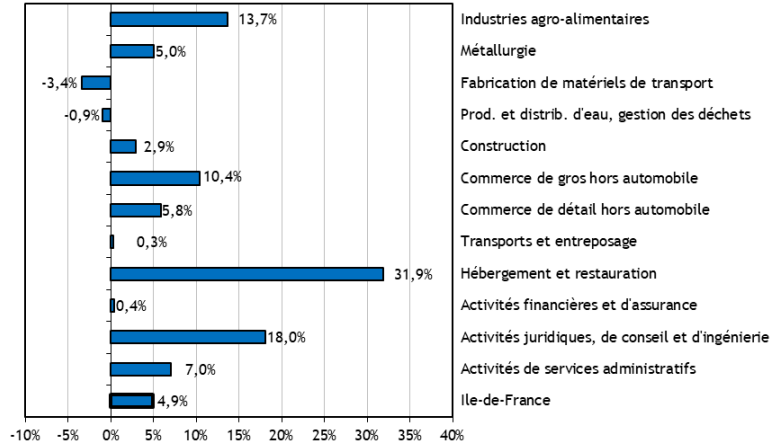
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente (+2,9 % soit +800 intérimaires après +1,4 %). Ainsi, l'emploi intérimaire dans la construction dépasse à nouveau le niveau d'avant-crise (102,1 %), compensant le tassement des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente : +5,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre, soit +4500, après +7,4 %. Cette hausse est principalement due à celles du *Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles* (+1200), de l'*Hébergement et restauration* (+1000), des *Activités de services administratifs et de soutien* (+900) et des *Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques* (+800). Le tertiaire a retrouvé son niveau d'avant-crise (99,7 %) ; ce niveau a été très nettement dépassé à l'échelle métropolitaine (111,3 %). L'emploi intérimaire dans l'hébergement-restauration a cru d'un tiers ce trimestre (+31,9 % après +108,3 %), se rapprochant de son niveau d'avant-crise (93,0 %).

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre (données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



## L'emploi salarié au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

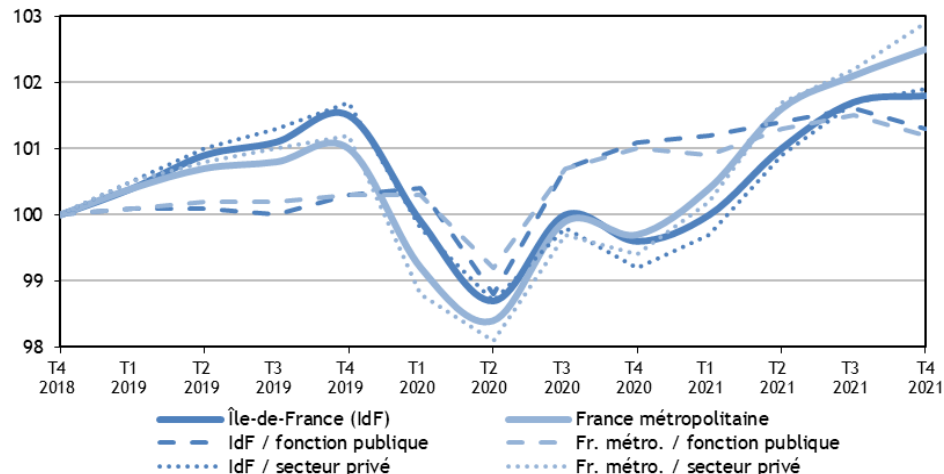
Depuis la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) est élargi au-delà du champ privé en incluant l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs.

Au quatrième trimestre 2021, en Île-de-France, l'emploi salarié décélère : +0,1 % après +0,7 % au troisième trimestre, soit +6 900 emplois au quatrième trimestre. Cette décélération suit celle du secteur privé (+0,2 % après +0,8 %) et est amplifiée par la baisse du secteur public (-0,3 % au quatrième trimestre).

L'emploi salarié croît à un rythme supérieur en France métropolitaine (+0,4 % après +0,5 %), porté par la croissance du secteur privé (+0,6 % après +0,6 %).

L'emploi salarié décroît nettement dans les Yvelines (-0,9 %) ; cette baisse est portée par une diminution de 3 600 emplois dans le tertiaire marchand hors intérim). Il diminue également, mais plus légèrement, en Essonne (-0,2 %). Dans les autres départements, l'emploi salarié augmente, les plus fortes hausses correspondant à la Seine-et-Marne (+0,6 %) et au Val d'Oise (+0,4 %).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2021	T4 2021 / T3 2021		T4 2021 / T4 2020	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 876 080	6 500	0,3	64 910	3,6
Seine-et-Marne	474 310	2 680	0,6	9 540	2,1
Yvelines	532 060	-4 880	-0,9	1 230	0,2
Essonne	458 350	-700	-0,2	5 470	1,2
Hauts-de-Seine	1 072 110	380	0,0	16 600	1,6
Seine-Saint-Denis	645 620	460	0,1	14 110	2,2
Val-de-Marne	539 060	870	0,2	9 610	1,8
Val-d'Oise	388 390	1 570	0,4	8 310	2,2
<b>Île-de-France</b>	<b>5 985 980</b>	<b>6 880</b>	<b>0,1</b>	<b>129 780</b>	<b>2,2</b>
<b>France métro.</b>	<b>25 321 750</b>	<b>102 820</b>	<b>0,4</b>	<b>678 130</b>	<b>2,8</b>

## L'emploi salarié par secteur au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

Au quatrième trimestre 2021, la décélération de l'emploi salarié francilien (+0,1 % après +0,7 %, soit +6 900 salariés au quatrième trimestre) est surtout induite par celle du tertiaire marchand hors intérim (+0,1 % après +1,0 %, soit +3 900 après +35 200).

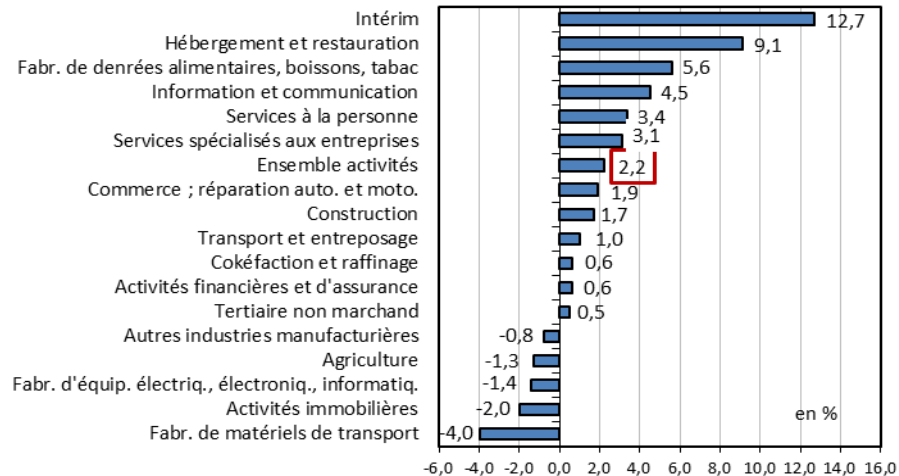
L'emploi salarié dans l'industrie diminue légèrement (-0,2 % après +0,2 %), mais ses variations sont inégales selon les secteurs. En effet, si les effectifs d'emplois salariés de la *fabrication de matériels de transports* ont baissé pour le dixième trimestre consécutif (-0,6 % après -1,5 %, soit -400), ceux de la *fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* augmentent nettement depuis quatre trimestres (+0,4 % après +2,0 %, soit +200). Ces évolutions de sens opposés se retrouvent en France Métropolitaine.

L'emploi salarié dans la construction est stable (+0,0 % après -0,4 %). En France Métropolitaine, l'emploi dans la construction augmente légèrement (+0,4 % après -0,1 %).

La décélération de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim est induite par trois contributions : la baisse des *Autres activités de service* (-3 800 salariés après +6 000), la stagnation de l'*Hébergement et restauration* (après +10 400) et la décélération des *Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien* (+4 200 après +10 500).

L'emploi salarié dans le tertiaire non-marchand diminue légèrement (-0,2 % après -0,1 %), comme en France métropolitaine (-0,1 % après +0,1 %).

## Évolution de l'emploi salarié entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2020 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2021	T4 2021 / T3 2021		T4 2021 / T4 2020	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	6 350	190	3,1	-90	-1,3
Industrie	423 600	-940	-0,2	-1 350	-0,3
Construction	315 520	0	0,0	5 150	1,7
Commerce	712 030	2 340	0,3	13 360	1,9
Services marchands hors intérim	2 890 050	1 580	0,1	91 330	3,3
Tertiaire non marchand	1 508 640	-2 470	-0,2	6 770	0,5
Intérim	129 790	6 180	5,0	14 600	12,7
<b>Secteur privé</b>	<b>4 845 830</b>	<b>10 320</b>	<b>0,2</b>	<b>127 130</b>	<b>2,7</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 140 150</b>	<b>-3 440</b>	<b>-0,3</b>	<b>2 650</b>	<b>0,2</b>
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 985 980</b>	<b>6 880</b>	<b>0,1</b>	<b>129 780</b>	<b>2,2</b>

## Les mouvements de main d'œuvre au 4<sup>e</sup> trimestre 2021

Les séries des mouvements de main-d'œuvre recensent les embauches (ou entrées) et les fins de contrat (ou sorties) par nature de contrat (CDI ou CDD hors missions d'intérim), par motif de sortie et par secteur d'activité. Elles sont basées sur les déclarations des établissements de France métropolitaine du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs. Les transferts entre établissements d'une même entreprise ne sont pas comptabilisés.

Au quatrième trimestre 2021, en Île-de-France, 1 870 200 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit +5,0 % de plus qu'au trimestre précédent. Le nombre de contrats signés a retrouvé son niveau d'avant-crise (99,3 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Les signatures en contrat à durée indéterminée (CDI) ont dépassé le leur (109,5 %) mais pas les signatures en contrat à durée déterminée (CDD) (97,3 %). Les signatures en CDI sont plus dynamiques que celles en CDD (+7,1 % contre +4,6 %).

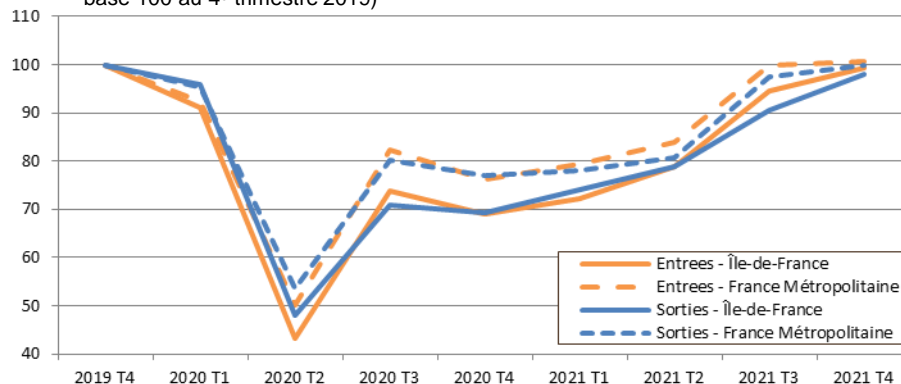
1 827 200 contrats prennent fin au quatrième trimestre 2021, soit 8,2 % de plus qu'au trimestre précédent. Ainsi, le nombre de fins de contrats en Île-de-France se rapproche de son niveau d'avant crise (97,9 %). Les fins de contrats en CDI sont au dessus de leur niveau d'avant-crise (105,7 %), ce qui n'est pas le cas des CDD (96,4 %).

Il y a 138 300 fins de contrats en plus par rapport au trimestre précédent. Parmi celles-ci, 110 000 sont dues à l'augmentation du nombre de fins de CDD longs arrivés à terme et 14 000, à l'augmentation du nombre de démissions de CDI.

## Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

	Niveau (en milliers)	Evolution trimestrielle (en %)				Rapport T/T4 2019 (en %)	
		T4 2021	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	
		T4 2021	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	
Entrées	Ensemble	1 870	4,9	8,9	20,0	5,0	99,3
	Industrie	32	6,5	12,8	8,7	2,1	100,0
	Construction	42	1,3	-1,1	0,7	2,3	104,3
	Tertiaire	1 796	5,0	9,2	20,8	5,2	99,2
	CDD	1 538	5,3	7,1	22,0	4,6	97,3
CDI	332	3,2	17,7	11,4	7,1	7,1	109,5
Sorties	Ensemble	1 827	7,0	6,2	14,8	8,2	97,9
	Industrie	31	6,3	9,7	5,2	5,2	104,7
	Construction	42	2,9	5,8	2,2	3,8	112,2
	Tertiaire	1 754	7,2	6,2	15,4	8,3	97,5
	CDD	1 518	8,0	5,8	16,6	7,8	96,4
CDI	31	2,8	8,0	6,7	10,1	105,7	

## Évolution des embauches et des fins de contrat de travail (données CVS-CJO, base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019)



### Les tensions sur le marché du travail francilien au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,56 point en moyenne au quatrième trimestre 2021, soit 56 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,19 point par rapport à celui du premier trimestre 2021. Cette évolution s'explique par une très forte hausse du nombre d'offres d'emploi collectées (+60 % sur un an).

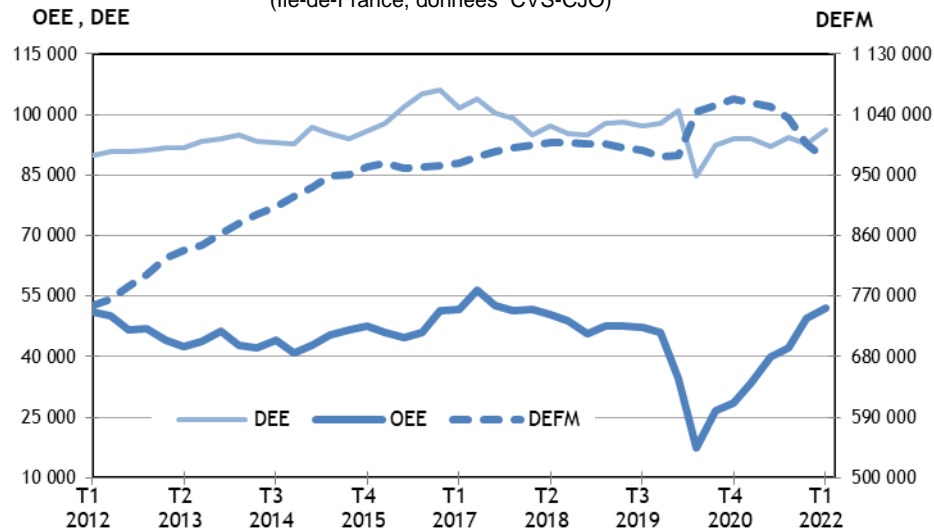
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B, C (-7,8 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est en baisse sur le trimestre : 55,4 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au premier trimestre 2022, contre 60,9 % au trimestre précédent. Ce taux est supérieur à son niveau du premier trimestre 2020 (54,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 73,1 %. Il gagne 6,7 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (71,7 %) est moins élevé qu'au trimestre précédent (73,8 %) et qu'au premier trimestre 2021 (78,7 %).

Les tensions sur le marché du travail  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

## Tensions sur le marché du travail

### Les tensions selon les métiers au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Indicateurs de tension au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T12021(1)	Taux de tension au T12022	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T12022 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T12022 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T12022	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T12022 (4)	Part des recrutements envisagés difficiles (%)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,61	0,96	96,6	57,3	6 827	-6,9	51,7	73,7	51,1
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	2,33	3,13	88,4	57,4	10 254	-3,3	40,8	55,8	42,4
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,50	0,91	85,8	57,8	5 220	-12,8	77,9	61,9	43,7
Conducteurs de véhicules	0,23	0,31	69,1	52,5	44 022	-3,7	49,8	74,9	39,8
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,23	0,53	87,7	56,3	34 021	-10,9	127,2	70,4	34,0
Ingénieurs de l'informatique	0,31	0,86	97,9	59,0	17 113	-14,7	182,8	50,3	64,8
Personnels d'études et de recherche	0,20	0,39	90,3	60,7	6 723	-13,6	92,3	63,3	48,8
Cadres de la banque et des assurances	0,12	0,43	97,2	53,7	3 493	-8,9	252,2	49,2	46,9
Vendeurs	0,26	0,45	69,6	58,8	40 086	-8,3	95,8	70,8	15,8
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,10	0,47	80,9	60,5	22 602	-13,2	485,9	76,5	28,5
Agents d'entretien	0,14	0,22	64,5	52,2	40 521	-2,7	60,7	83,1	21,1
Professionnels des arts et des spectacles	0,22	0,27	19,3	36,5	91545	-3,1	37,2	92,2	13,3
Aides-soignants	0,39	0,46	79,3	58,5	13 656	-14	18,6	71,8	58,1
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,37</b>	<b>0,56</b>	<b>73,1</b>	<b>55,4</b>	<b>980 154</b>	<b>-7,8</b>	<b>59,8</b>	<b>71,7</b>	<b>36,6</b>

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Lecture : il y a 0,96 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, contre 0,61 au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics .

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 58,8 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi satisfaites et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Le recul de l'activité en 2020, induit par la crise sanitaire, provoque une chute des embauches et une hausse historique de la demande d'emploi. Ainsi, les tensions sur le marché du travail se réduisent très nettement dans la plupart des secteurs, en particulier dans le transport, l'hôtellerie-restauration et l'industrie, tandis qu'elles progressent dans les métiers de la santé.

En revanche, le redémarrage du marché du travail, dès le deuxième trimestre 2020, explique la très forte augmentation des offres d'emploi, qui se poursuit début 2022, notamment dans l'hôtellerie-restauration. Le repli très net du nombre de demandeurs d'emploi participe également au relèvement des tensions à leur niveau d'avant-crise. C'est le cas des cadres du bâtiment-travaux publics, pour lesquelles les contrats proposés sont presque intégralement de longue durée et dont la moitié des recrutements sont jugés difficiles par les employeurs.

### Les demandes d'activité partielle au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

En Île-de-France, au cours du premier trimestre 2022, environ 25 400 décisions d'autorisations d'activité partielle\* ont été notifiées par les services des Drieets/Ddets. Elles correspondent à 230 millions d'heures autorisées à être chômées. La baisse par rapport au trimestre précédent se poursuit.

Paris, avec plus de 10 000 autorisations, concentre 34 % des heures d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à plus de 77 millions d'heures autorisées. L'hôtellerie-restauration concentre 54 % de ces heures.

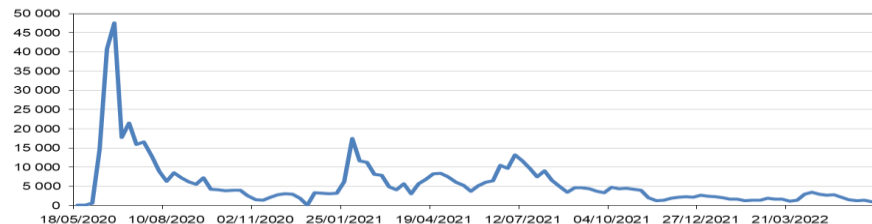
Entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 31 mars 2022, près de 600 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets et les Ddets d'Île-de-France, avec un pic au cours de la semaine du 6 avril 2020 (près de 50 000 décisions en une semaine). Ensuite, on constate une baisse progressive, puis un rebond en novembre et en avril 2021, pour atteindre en moyenne seulement 8 400 autorisations par mois sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

Ce sont toujours les mêmes trois secteurs qui concentrent près de 70 % du nombre d'heures autorisées : l'hébergement-restauration (41 %), les activités de services administratifs et de soutien (19 %), le transport et entreposage (11 %).

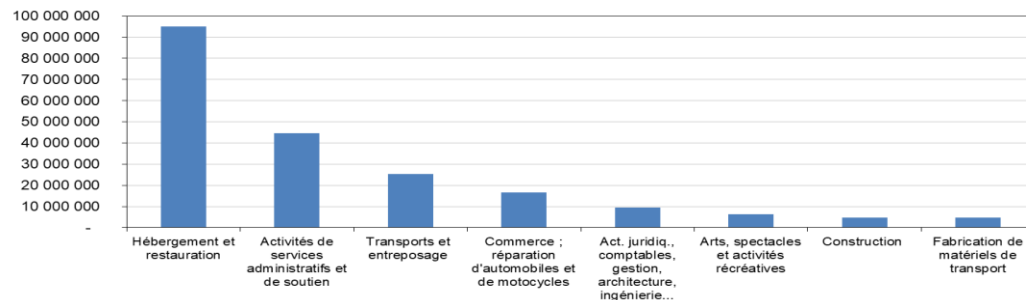
\* Habituellement, on utilise dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, cette synthèse regroupe tous les motifs.

Autorisations d'activité partielle et heures associées au T1 2022	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
<b>Autorisations</b>	<b>25 397</b>	<b>10 780</b>	<b>2 093</b>	<b>2 259</b>	<b>1 345</b>	<b>3 152</b>	<b>2 709</b>	<b>2 086</b>	<b>973</b>
janvier	9 659	4 083	728	790	559	1 254	1 013	846	386
février	10 385	4 533	864	908	470	1 334	1 073	812	391
mars	5 353	2 164	501	561	316	564	623	428	196
<b>heures (en milliers)</b>	<b>230 290</b>	<b>77 776</b>	<b>15 703</b>	<b>25 354</b>	<b>10 241</b>	<b>26 842</b>	<b>34 280</b>	<b>30 952</b>	<b>9 143</b>
janvier	101 099	30 429	8 856	15 932	6 137	11 455	16 447	8 849	2 994
février	93 163	33 345	4 201	4 172	2 827	12 514	11 888	19 920	4 295
mars	36 028	14 001	2 646	5 250	1 277	2 873	5 945	2 182	1 853

### Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020



### Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 1<sup>er</sup> trimestre 2022



## Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Au premier trimestre 2022, 29 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 18 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 1 160 emplois menacés\* par des PSE et 1 623 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Après une nouvelle hausse du nombre global d'emplois menacés au quatrième trimestres 2021, leur nombre diminue fortement en ce premier trimestre 2022 : T3 2020 (16 300), T4 2020 (23 400), T1 2021 (15 600), T2 2021 (6 800), T3 2021 (2 900), T4 2021 (8 700) et T1 2022 (2 800).

Au premier trimestre 2022, le secteur des activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques cumule le plus d'emplois menacés (343). Le secteur des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 178 emplois menacés correspondant à 2,0 % des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Yvelines, où l'impact sur l'emploi local est aussi le plus élevé.

En 2021, six secteurs ont concentré plus de 70 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : les transports et entreposage (8 100 emplois menacés), les activités financières et d'assurance (5 300), le commerce (3 300), l'hébergement et la restauration (3 000), la fabrication de matériel de transport (2 100) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (1 900).

\* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

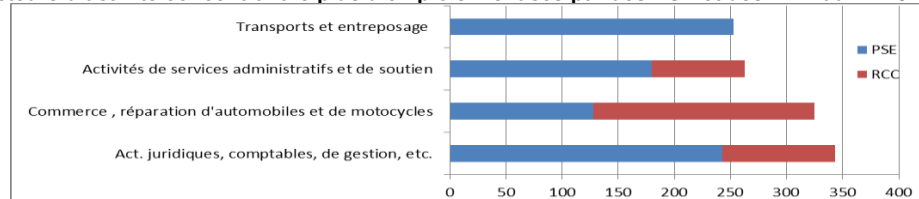
## Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T1 2022	29	9	2	1	0	9	4	4	0
PSE en 2021	250	86	5	10	19	73	24	14	19
RCC au T1 2022	18	7	0	3	0	6	0	2	0
RCC en 2021	58	16	3	9	1	20	7	1	1

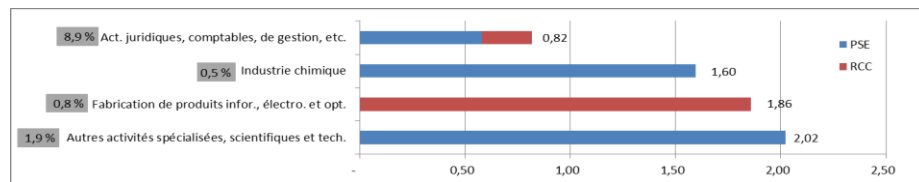
## Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T1 2022	1160	327	41	137	4	211	384	56	0
Emplois menacés par des PSE en 2021	24735	6553	854	1074	1117	5485	2025	3372	4255
Emplois menacés par des RCC au T1 2022	1623	200	3	1142	0	179	25	74	0
Emplois menacés par des RCC en 2021	9314	4633	39	1922	107	2006	341	169	97

## Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T1 2022



## Secteurs d'activité les plus affectés en proportion à l'emploi local au T1 2022



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)

Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 10 000 salariés (à droite)



# Dossier Trimestriel de conjoncture

## Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

**Directeur de publication :** Gaëtan Rudant

**Étude et réalisation :** Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@drieets.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@drieets.gouv.fr)  
**Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**  
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers  
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**